

La Chronique des livres 2002

sous la responsabilité de Dominique Vidal

1^{er} semestre

Comptes rendus et recensions

Feux croisés sur les ONG

J.-P. DELER, Y.-A. FAURÉ, A. PIVETEAU, P.-J. ROCA, *ONG et développement. Société, économie, politique*, Paris, Karthala, 1998, 684 p.

J.-P. CHAUVEAU, J.-P. OLIVIER DE SARDAN (eds), *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, Paris, APAD - Karthala, 2000, 328 p.

« **Les ONG : instruments du néo-libéralisme ou alternatives populaires ?** », *Alternatives Sud*, IV (4), 1997, Paris, CETRI - L'Harmattan, 194 p. (cahiers trimestriels).

Si elles ne font plus illusion, les ONG font encore recette. Laissons de côté ici l'énorme littérature grise qu'elles produisent elles-mêmes ou dont elles font l'objet, celle des réseaux et regroupements auxquelles elles appartiennent, celle des institutions - nationales et internationales - qui les encadrent, les financent, les évaluent... Loin de cette documentation inflationniste, militante ou technique (rapports de projets, d'évaluation, orientation, normes, réglementation, etc.), attardons-nous ici sur ce que ce champ - longtemps resté clos - provoque d'attention et d'intérêt de la part de la recherche universitaire, voire de l'enseignement supérieur. Sortant de la confidentialité et de la réflexion à usage interne, les ONG sont sur la sellette : non seulement elles servent d'objet d'étude relativement neuf, sur lequel les chercheurs déploient avec délectation leur panoplie méthodologique de mise à distance et d'analyse scientifique, mais elles sont également devenues des horizons possibles à des formations supérieures professionnalisées, type DESS, qui fleurissent, partout en France, dans les domaines du développement et de la coopération¹. Enfin, véritables abcès de fixation à mi-chemin entre réflexion politique et engagement militant, elles cristallisent à la fois la fin des illusions et le renouveau prudent des espérances dans un monde meilleur. Motivations et démarches

1. Cf. GEMDEV, 2002, *Enseignements et Formations* ; site : <<http://www.gemdev.org>>.

plurielles, mais qui empruntent, malgré tout, les mêmes voies et le même regard objectif, distancié, critique.

Dans la série des travaux qui se proposent d'y regarder de plus près et de « dresser un premier bilan synthétique des connaissances actuelles sur les ONG », la palme académique revient sans doute à l'ouvrage *ONG et développement. Société, économie, politique*, issu du Colloque international de l'UMR Regards (CNRS-ORSTOM), tenu à Bordeaux en 1996. L'ambition d'exhaustivité accompagne ici le principe de précaution : « Le temps est [...] venu de constituer les ONG en objet de connaissances contrôlées et d'analyses scientifiques rigoureuses, au-delà des passions et des partis pris » (Deler p. 5). Il s'agit « de réfléchir aux conditions permettant d'ériger les ONG en objet de recherche scientifiquement légitime » (Y.-A. Fauré, p. 10-22), « c'est-à-dire, entre autres, après avoir résolu le problème du dépassement des expériences ponctuelles » et surmonté celui des « biais opposés qui vont de l'enchantement naïf au dénigrement commode ». Mission accomplie : sous les trois dimensions *Société*², *Économie*³, *Politique*⁴, toutes les composantes et facettes de la question sont abordées : un heureux rapprochement entre textes constitutifs des problématiques et études empiriques tirés d'expériences en Côte-d'Ivoire, Sénégal, Congo, Mexique, Pérou, Haïti, Guatemala, Équateur, Égypte, etc. permettent de cerner le propos et d'atteindre l'ambition affichée. Comme O. de Sardan l'indique, l'analyse des ONG est « un mode d'accès - parmi d'autres [...] - au changement social, aux pouvoirs locaux, à la "gouvernance", aux faits de développement, aux flux d'aide extérieur, aux interfaces culturelles ou sociales, aux innovations, aux transformations des représentations et des pratiques... » (p. 27). C'est, selon nous, ce qui explique en partie l'engouement qu'elles suscitent, car, au-delà de ce qu'elles sont et de ce qu'elles font, « les ONG constituent des analyseurs d'autres phénomènes » et c'est bien la compréhension des diverses dimensions de la réalité contemporaine des pays du Sud qui sous-tend et justifie les différentes démarches de réflexion entreprises à leur égard.

Dans son essai sur « ONG et idéologies de la solidarité : du développement à l'humanitaire », B. Hours analyse en terme de « crise intellectuelle profonde » le tracé sinueux qui va du messianisme marxiste révolutionnaire au tiers-mondisme, en passant par le développementisme pour aboutir au boom humanitaire des années 1980, puis au droit d'ingérence et à l'humanitaire d'État - qui fait ici l'objet d'un réquisitoire musclé. Sous les coups de butoir de l'offensive néo-libérale, en effet, ce n'est pas seulement « la logique des interventions des ONG qui a subi, depuis dix ans, de profondes mutations, qui ne sont pas achevées » ; c'est, à travers celles-ci, « toute la représentation de la planète » qui a également changé : « Non plus acteurs "héroïques" d'une mythologie productiviste, mais corps blessés de victimes en quête de calories et de transfusion, le Sud de l'âge humanitaire n'est plus peuplé d'acteurs et "d'initiatives populaires", mais de sujets victimes passives de conflits dont ils ne seraient pas responsables, où ils seraient engagés, en quelque sorte "hors champ" » (p. 43).

Dans ce reflux idéologique, « qui paraît sonner le glas de la validité du concept de développement économique et social, pertinent durant plus de trois décennies » (p. 41), M. Revel et P.J. Roca (« Les ONG et la question du changement ») indiquent, que dans leur « incessante recherche de légitimité » les ONG dirigent actuellement leur énergie vers de nouveaux horizons : elles ont élargi leurs champs d'action « traditionnels », articulent leurs projets avec les organisations locales, découvrent les différents aspects de l'économique, se tournent davantage vers les villes et les problèmes urbains. « Plus récemment encore, c'est dans la promotion des droits que

-
2. « Les ONG entre identité et changement », « Les ONG et dynamique sociale », « Les ONG et l'action ».
 3. « Les ONG et l'analyse économique », « Les ONG et les défis du marché », « Les ONG et les transformations économiques ».
 4. « Les ONG dans le contexte étatique et sur la scène mondiale », « Les ONG et la représentation », « Les ONG entre conflit et coopération »,
-

les ONG plantent des jalons...», mais aussi dans celui du *lobbying*, dans les campagnes d'information citoyenne ou de dénonciation politique. Dans cette trajectoire, des limites existent cependant, en particulier dans le maniement abusif, selon cet auteur, d'expressions telle que « la représentation de la société civile internationale » : celle-ci serait si floue et si hétérogène, qu'un « représentant d'un concept aussi vague et aussi creux » risque fort « d'être soupçonné de s'être auto-institué comme tel » ! (p. 102). Les ONG, acteurs idéologiques aux avant-postes de la rencontre/confrontation avec le Sud, reflètent et répercutent dans leur positionnement et leurs modes d'intervention les idéologies auxquelles elles servent de support, qu'elles produisent aussi en retour et qu'elles contribuent à alimenter en direction de l'opinion publique : « les ONG productrices de représentation du monde au même titre que les médias ou les manuels scolaires... ».

Un ouvrage ambitieux et une réussite, qui laisse pourtant dans l'ombre les ONG de l'Afrique anglophone, vaste terrain – surtout si on y inclut les organisations populaires et les ONG d'Afrique du sud, qui restent relativement inexplorées en France. Quant aux ONG des aires lusophones, de l'Afrique et d'ailleurs, c'est l'ambition du dossier thématique de ce présent volume de *Lusotopie* que d'avoir commencé à les faire surgir de l'ombre.

En léger décalage avec le thème des ONG, l'ouvrage : *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, présente une étude socio-anthropologique du courtage, « phénomène particulièrement étendu en Afrique », qui englobe, entre autres figures, celle des responsables d'ONG locales et autres intermédiaires entre donateurs et bénéficiaires. L'étude du courtage permet ici de cerner les effets entraînés sur le terrain par le changement de paradigme de l'aide publique au développement, non pas seulement dans sa dimension quantitative – à la baisse notoire –, mais plus fondamentalement dans sa structure même : « De profonds changements ont [...] affecté les conditions d'octroi, de drainage et de répartition de la rente du développement et des financements internationaux : le volume de l'aide publique décline, les conditionnalités pour accéder à l'aide multilatérale sont de plus en plus fortes, les destinataires de l'aide ne sont plus uniquement les services de l'État. [...] La rente du développement transite donc pour beaucoup par des réseaux d'intermédiaires nationaux, qui ne se confondent pas avec les appareils administratifs et politiques classiques, et par des circuits d'aide non gouvernementale [...] dans lesquels les ONG, tant du Nord que du Sud, ont pris une importance croissante » (p. 11). On assiste donc à une "dénationalisation" de l'aide, tant du côté des donneurs (collectivités locales, ONG du Nord) que des receveurs, ainsi qu'à sa décentralisation au nom d'un "modèle participatif" désormais invoqué par tous ». La prolifération d'acteurs et d'organisations intermédiaires, qui pratiquent intensivement le « courtage en développement », est donc au centre de cette étude qui évoque l'éventail des registres que ces nouveaux courtiers doivent maîtriser pour exceller dans cette position stratégique (registres rhétorique, organisationnel, scénographique, relationnel, etc.) sans parler de la maîtrise des relations avec le pouvoir politique local : chefs traditionnels et secrétaires du parti. C'est donc ainsi que « les nouvelles formes de la captation de la rente du développement brouillent en quelque sorte les positions sociales classiques (agents de l'État, agents de développement, hommes politiques, cadres et intellectuels, détenteurs de pouvoir local, leaders associatifs, responsables d'ONG...) ». Les études de terrain au Bénin, Sénégal, Togo, essentiellement, viennent confirmer « l'hypothèse que le courtage n'est pas seulement un révélateur de ces recompositions, mais qu'il en est aussi un opérateur privilégié ». Pas plus qu'au Nord, les individus et organisations liés à la captation et à la distribution de l'aide n'échappent au scalpel de l'observateur. Sans douter systématiquement de leur « bonne foi développementiste » et loin d'être des opérateurs passifs d'une logique d'assistanat, ils participent, eux aussi, à cette implacable logique de dessaisissement progressif de l'État ». Pour autant, s'interrogent les auteurs, « le courtage en développement va-t-il effectivement dans le sens d'un renforcement de la "société civile" aux dépens de l'État ou bien contribue-t-il à

renforcer l'ambivalence foncière des rapports de la société civile et de l'État - en particulier en incitant les fonctionnaires, les cadres et les intellectuels, les chefs et les notables, mais aussi les déscolarisés et les citoyens en échec urbain, à participer à une vaste quête de projets pour "leurs" villages » ?

S'adressant plus directement aux militants et professionnels de l'action que sont les responsables d'ONG, le cahier trimestriel (vol. IV, 1997), de la Revue *Alternatives Sud* pose, dans son titre, la question fatidique : « Les ONG : instruments du néolibéralisme ou alternatives populaires » ? Cet ouvrage, bien qu'il fasse preuve, lui aussi, d'une louable prudence méthodologique, poursuit des objectifs moins académiques que les précédents. Son but est en effet d'interpeller les ONG « socialement conscientes », afin de provoquer en elles une salutaire interrogation sur « l'authenticité de leur option ». Les auteurs affichent d'emblée leur position dans le débat, à savoir « la transformation des structures sociales, qui, dans la logique des rapports marchands, aboutissent à favoriser les faibles et à mercantiliser l'ensemble des rapports humains ». Selon eux, la démarche analytique n'en est pas moins nécessaire, car c'est elle qui doit permettre aux ONG de clarifier les ambiguïtés, de lever les ambivalences, d'exercer enfin une vigilance constante, car celles-ci « ne peuvent faire l'économie d'une interrogation sur leurs fonctions réelles à l'intérieur d'un système et doivent développer, en leur sein, une analyse politique sérieuse ». Mais, comment procéder ? En réponse à cette difficile question, l'éditorial propose une grille comportant les différents niveaux d'analyse à pratiquer (celui des intentions, celui de la conscience, des fonctions sociales, des logiques institutionnelles...), qui permettent de dégager une typologie des ONG, selon leurs caractéristiques, les actions qu'elles mènent, leur origine géographique (Nord ou Sud) et leur ancrage institutionnel. Une mise en perspective historique de la genèse et de l'évolution des ONG de développement permet ensuite d'aborder la question de leur avenir. Au-delà des mises en garde contre les risques d'instrumentalisation individuelle et collective, l'ouvrage présente « des points de vues critiques émanant d'auteurs originaires et travaillant principalement en Afrique, Amérique latine, Asie et Pacifique », puisque c'est « la diffusion de la pensée alternative élaborée dans les sociétés du Sud » qui constitue l'originalité de la démarche d'Alternative Sud. Dans la contribution : « Un point de vue africain sur les ONG étrangères en Afrique : leurres et succès » (Yash Tandon, p. 61), on trouvera le catalogue des principaux reproches émis à l'encontre des ONG du Nord par celles du Sud, dont, en tout premier lieu, l'opacité : « Les Africains ne connaissent guère la motivation exacte de leur présence dans le continent, les mécanismes de leurs prises de décision, les relations qu'elles entretiennent avec leurs gouvernements, la complexité des bases auprès desquelles elles doivent rendre des comptes ». Ou encore : « le fait d'évaluer, à sens unique, le travail des partenaires africains, parce qu'ils reçoivent l'argent, n'est pas compensé par une évaluation des Africains sur ce que ces ONG font de l'information qu'elles obtiennent concernant les sociétés africaines et qu'elles utilisent notamment pour leurs collectes de fonds ». Les différents points de vue africains, asiatiques et latino-américains produits dans cet ouvrage - bien qu'apportant des éclairages intéressants sur les contextes différents dans lesquels s'inscrit l'action des ONG -, soulèvent plus de réserves et de critiques que de confiance et d'espoir dans le rôle actuel et à venir de ces acteurs plus que controversés.

On aura compris, à travers l'ensemble de ces textes, qu'il y a rapports de force, compétition et conflit sur la planète ONG et que celle-ci n'est pas plus régie par l'angélisme et la fraternité que le reste de la société, le monde de l'entreprise ou celui des institutions politiques. Néanmoins, avec autant de bonnes fées et de conseillers penchés sur leurs faits et gestes, les ONG ne sont dorénavant plus autorisées à faire fausse route ni à se tromper sur elles-mêmes. Prétendre qu'elles ne savaient pas sera désormais une mauvaise excuse !

Février 2002, Brigitte LACHARTRE

João M. CABRITA, *Mozambique. The Tortuous Road to Democracy*, Basingstoke (G.-B.) et New York (E.U.A.), Palgrave (St. Martin's Press), 2000, 311p., ISBN 0-333-92001-5.

L'historiographie du nationalisme et de la guerre post-coloniale au Mozambique est arrivée à un tournant. Le paradigme nationaliste, porteur d'une lecture téléologique de l'histoire et voyant tout en relation au seul Frelimo (Front de libération du Mozambique), est en train de tomber. Des travaux ont commencé à déconstruire cette approche, et à plonger dans la complexité et l'historicité de la lutte de libération et de la guerre post-coloniale. Il existe du coup, parmi les universitaires et un public plus large, une attente d'une nouvelle version de l'histoire politique du Mozambique contemporain. Cela crée un contexte excellent pour l'arrivée du livre de João Cabrita et explique sans aucun doute le succès du livre qui est déjà en réimpression. Malheureusement, ce dernier n'est finalement qu'en partie à la hauteur de nos attentes. L'ouvrage est en effet bien écrit, il se base sur des sources originales et inhabituelles et met à jour des éléments historiques nouveaux et fascinants. Mais, d'une part, les faits avancés par l'auteur le sont trop souvent sur des bases fragiles, d'autre part, la thèse et la démonstration de l'auteur restent, *in fine* et paradoxalement, dans le paradigme dominant. Si le livre de João Cabrita est donc important, ses faiblesses ne lui permettront pas de marquer le tournant historiographique espéré.

João Cabrita est un Mozambicain blanc, de Beira, qui vit depuis de nombreuses années au Swaziland. Il est journaliste et a mené par ce biais sa recherche sur l'histoire du Mozambique contemporain depuis de nombreuses années - depuis 1976 si l'on en croit ses références. Son travail s'est concentré sur deux types de source. Premièrement, de nombreuses entrevues, principalement avec des dissidents du Frelimo et des membres de la Renamo (Résistance nationale mozambicaine) dont Cabrita est visiblement proche. Ensuite, des documents de plusieurs archives et bibliothèques américaines obtenus au travers du *Freedom of Information Act*. Les premiers résultats de cette recherche ont été publiés entre 1995 et 1996 sous la forme d'articles du journal *Savana* (Maputo) sous le pseudonyme de Benedito Tomás Muíanga. Les résultats finaux sont présentés ici en quarante-neuf courts chapitres divisés en six grandes parties qui couvrent l'histoire politique du Mozambique de 1962 à 1988. La première partie du livre traite du développement du Frelimo et de la guerre de libération ; la deuxième et troisième parties s'intéressent à l'indépendance, ses problèmes et la résistance aux politiques du Frelimo ; la quatrième section présente la naissance et le développement de la Renamo ; la cinquième traite des négociations de paix de 1983-84 et de l'Accord de Nkomati ; la dernière section concerne les différentes interventions étrangères dans la guerre post-coloniale. En tout, ce ne sont pas moins de 311 pages qui se lisent très bien, dans un style des plus agréables et accessibles.

Commençons par les problèmes. Une première limitation a trait au fait que l'argument et la démonstration de Cabrita ne sortent pas du paradigme nationaliste. En effet l'auteur a beau nous présenter plein de nouveaux éléments sur le Frelimo, sur l'histoire de la lutte de libération et sur la Renamo et il a beau nous présenter certaines versions des faits contraires à ce que l'on savait ou pensait jusqu'à présent (voir *infra*), il n'en reproduit pas moins l'inévitabilité historique du mouvement nationaliste et la centralité du Frelimo - même dans la création de la Renamo ! Le paradigme nationaliste peut se résumer par l'argumentaire qui voudrait que les mouvements nationalistes héritent des traditions de résistance anti-coloniale et qu'ils se développent « tels une rivière qui grossit continuellement jusqu'à ce qu'elle se jette dans la mer de l'Indépendance » (Y. ADAM, *Lutar por Moçambique : a substituição dos mitos coloniais pelos da resistência, libertação e nacionalismo*, Maputo, 1994 : 7, multigr.). Dans ce paradigme, le Frelimo s'identifie au nationalisme et à la rivière. Cabrita, lui, ne dédit pas la téléologie ; il nous montre qu'il y avait d'autres courants (nationalistes). Pour ce qui concerne l'époque post-coloniale, le Frelimo nous dit que

sa gestion du pouvoir a toujours été représentative et légitime et que la Renamo n'est guère que le fruit de ses vieilles contradictions internes, des « traîtres » récupérés et manipulés par la Rhodésie. Or Cabrita argumente, lui, que la Renamo s'est développée sur des ressentiments réels et légitimes du peuple contre le Frelimo, ce qui ne lui fait pas moins reconnaître la continuité historique Frelimo-Renamo. Autrement dit, là où le Frelimo a élaboré une thèse nationaliste, Cabrita ne nous offre *in fine* et malheureusement qu'une contre-thèse, ou une antithèse, également nationaliste et téléologique. Le problème est double. D'une part, l'auteur donne l'impression d'écrire une version de l'histoire inverse à, voire *contre*, celle du Frelimo – certains en ont déjà conclu que Cabrita avait donc écrit son livre *pour* la Renamo si non sur la commande de cette dernière. D'autre part, l'auteur confirme ainsi le paradigme dominant, voire le renforce même en le complexifiant.

Le second problème du livre de Cabrita est méthodologique. L'auteur ne cite très souvent qu'une seule source (document ou interview) pour avancer des faits. Il n'a visiblement pas respecté la règle qui veut que l'on contrôle, ou croise, ses sources. Or cela pose un problème de crédibilité. Il est en effet difficile de croire une version des faits basée sur les dires d'un seul acteur ou d'un seul document. On le sait, l'auteur d'un acte (ou d'un document) a toujours intérêt à raconter une version qui le favorise ou qui occulte ses faiblesses voire ses méfaits. De plus, il est difficile d'imaginer qu'une erreur ou une mauvaise compréhension ne puisse ainsi s'être glissée dans le travail de Cabrita, ne serait-ce que par mégarde. Illustrons le propos. Est-il sérieux par exemple d'affirmer, sur la base des seuls dires de Dhlakama, que ce dernier n'avait pas de pouvoirs absolus lorsqu'il prit la tête de la Renamo en 1979 (pp. 161-162) ? De même est-il sérieux de raconter, sur la base de l'interview d'un seul et unique soldat, que les troupes de Dondo auraient refusé en 1975 de réprimer leurs collègues au Sud du pays si elles avaient compris que ces derniers tentaient en réalité un coup d'État (*sic*) (p. 105) ? On peut en douter. Et ce d'autant plus que Cabrita a déjà commis une série d'erreurs pour s'être justement reposé sur une source d'information non croisée. À la page 17 par exemple, il affirme erronément que le MANC (Mozambique African National Congress) a fait partie de la coalition nationaliste Funipamo (Frente Unida Anti-imperialista Popular Africana de Moçambique) en 1963 alors qu'en réalité seul un membre du MANC a rejoint la coalition et ce, à titre personnel. À la page 145, Cabrita nous parle de Luís Garife Matsangaice, un soi-disant frère du premier président de la Renamo, André Matsangaissa, et il se repose sur ses seuls dires pour interpréter les motivations d'André à faire la guerre. Or, manque de chance, le frère est en réalité un oncle et la version des faits qu'il a servi à Cabrita en 1995 avait plus à voir avec ses intérêts du moment (la dénationalisation de ses propriétés) qu'avec les réelles motivations du premier (entrevue, *Chimoio*, 23 septembre 2001 – l'interview a été faite avant de lire le livre de Cabrita).

Poursuivons maintenant sur les points positifs du livre. Tout d'abord, l'auteur a fait une recherche poussée et tout à fait originale. Il a travaillé sur les documents des archives américaines, ce qui n'avait jamais été fait, et il a mené à bien une foule d'entrevues avec des dissidents du Frelimo et des membres de la Renamo, ce qui n'avait jamais été fait aussi sérieusement et systématiquement. Cela amène énormément d'informations nouvelles, des révélations et cela éclaire ou précise plusieurs points de l'histoire contemporaine du Mozambique. On découvre par exemple que Mondlane travaillait étroitement avec les autorités américaines et que son accession au pouvoir au sein du Frelimo visait à éliminer « l'ennemi rouge » (Gwambe, le Ghana et les pays du bloc communiste) au sein du mouvement de libération. On découvre aussi ce qui est réellement arrivé après l'indépendance aux principaux dissidents du Frelimo, ainsi Simango, Kavandame, le père Gwenjere ou Gumane, qui ont été exécutés en 1979 et leurs femmes en 1982. On voit de même les détails de la création de la Renamo, ses liens avec différents services secrets (noms inclus) ainsi que ses liens et sa fusion en 1982 avec le PRM (Partido revolucionário de Moçambique, un petit groupe zambérien) d'Amós Sumane et Gimo Phiri. On

apprend encore de nouvelles dates et les raisons stratégiques qui furent derrière l'expansion de la Renamo dans l'une ou l'autre province du pays. Et finalement (la liste n'est pas exhaustive), on découvre des éléments novateurs quant aux premières négociations de paix de 1983-84. Enfin, nous est offerte une version étonnante (mais tout à fait crédible, si pas véridique) de l'attentat qui coûta la vie au président Samora Machel et son équipe en 1986.

Un autre point fort du livre de Cabrita tient au fait que l'auteur présente la Renamo comme sujet et non pas comme simple objet de l'histoire (ou de l'impérialisme) comme on l'a trop souvent fait. Cabrita nous montre une Renamo qui négocie ses appuis externes (même en position de faiblesse), qui se construit une base sociale avec les années et qui résiste, répond et tente de vaincre les armées et les politiques du pouvoir en place. Par ce biais, l'auteur nous fait découvrir la logique interne du mouvement de guérilla et on comprend ainsi mieux certains événements ou certains faits. On se surprend même à découvrir une Renamo que l'on n'avait pas l'habitude de connaître. En effet, de par sa perspective, l'auteur complexifie, nuance et finalement ré-humanise la Renamo. À la place des génériques « bandits armés », on découvre des hommes, des noms et des motivations de même que les différents courants idéologiques et les désaccords qui existaient au sein de la guérilla, notamment quant au régime à mettre en place en cas de victoire. On se rend compte du coup que tout n'était pas uniquement et simplement le fait des services secrets rhodésiens ou sud-africains, et on entrevoit à l'occasion que la propagande du Frelimo a réussi à nous obscurcir sérieusement le jugement. Le problème de cette approche et de ses sources, c'est que l'auteur tend parfois à idéaliser la Renamo. Il argue par exemple de l'engagement de l'organisation dès le début à la démocratie libérale. De même l'auteur tend à tomber dans une espèce d'histoire diplomatique, oubliant l'économie politique du mouvement, l'économie sociale et politique du pays et le rôle des structures et des classes sociales. Il n'empêche, l'angle de vue est original, enrichissant et même rafraîchissant.

En conclusion, ce livre a des défauts, mais il est original, riche et stimulant. Il est recommandé aux spécialistes du Mozambique qui y trouveront une mine d'information et une perspective qui rafraîchit et interpelle même si elle ne révolutionne pas l'historiographie. Le livre est aussi conseillé à un public plus large qui en tirera du plaisir à la lecture et du profit pour sa compréhension du pays. Considérant cela, et vu que le livre a du succès et risque d'en avoir encore plus, on ne peut qu'espérer la sortie rapide d'une édition meilleur marché qui rendrait le livre accessible aux étudiants, aux Mozambicains et à tous ceux qui ne peuvent se permettre un livre à plus de 70 Euros.

20 janvier 2002, Éric MORIER-GENOUD

Christian GEFFRAY, *Trésors - Anthropologie analytique de la valeur, Strasbourg, Arcanes, 2001, 186 p.**

« O valor nos seus labirintos ». *Trésors* é uma obra extraordinária. Publicada em 2001, coincidiu com a surpresa da morte do seu autor, no auge de uma intensa carreira que marcou a antropologia contemporânea : é, assim, um testamento sem o ser. Livro curto e denso, constitui um resumo de inquietações que foram sendo enunciadas num programa científico que já tinha levado Geffray a Moçambique e ao Brasil, da estrutura social da guerra até à estrutura social do narcotráfico, do Estado vazio ao Estado dependente. Um fim que não acaba, portanto, deixando o fascínio de uma investigação que fica suspensa. E que promete, ainda.

Trésors é constituído por duas partes. Na primeira - introdução, três capítulos e conclusão - trata-se da mercadoria, da troca e do valor. Na segunda, um terço do livro, estão quatro ensaios independentes, complementares, sobre os exemplos que o

* Ce compte rendu paraît simultanément dans *Análise social* (Lisbonne, Instituto de ciências sociais), seule revue auquel il était initialement destiné. Qu'elle soit remerciée de l'autorisation de publication.

trabalho de campo sugere, sobre as obras de referência (Mauss, como também antes discutira Lacan, Lévi-Strauss, Marx e Malinowski), sobre os temas (a morte, o sagrado, a moeda, a mercadoria), sobre a interpretação da história e da relação entre mercado e Estado. Ao longo do texto, Geffray vai descobrindo a sua tese: a vida social vive oposta entre dois polos, o das subjectividades, da fé, dos valores, e o do cálculo, da objetividade determinada pelas relações de troca e portanto pelo valor. A primeira é diferente, mas a segunda é indiferente: honra e interesse chocam-se assim nas percepções e nas estruturas sociais, tal como evoluem na história concreta. É essa história que é percebida no livro, através das palavras, dos símbolos, dos antagonismos dos discursos universais que se baseiam ora num ora noutro dos significados do valor.

Ao longo da primeira parte, este tema é tratado através de exemplos, histórias e reflexões. O primeiro capítulo baseia-se nas memórias de Helena Valero, raptada em 1939, aos onze anos, pelos índios yahomami, na fronteira entre Brasil e Venezuela. Vinte e dois anos depois, Helena conta a sua experiência deste povo, e Geffray baseia-se numa parte do seu relato para discutir o sentido das vinganças e da justiça: a que é que atribuem valor estes homens e mulheres que não têm conhecimento da objetivação do valor (no mercado) ou da sua abstracção (na relação do poder hierarquizada no Estado). A partir desta construção, discute o significado dos dons, da reciprocidade, da sujeição, nas relações socialmente organizadas em diversos contextos. E é aí que encontramos a mercadoria, como abstracção de uma relação social muito específica, a de um sujeito que deseja um produto e que o detém, e que deve transmitir esse desejo a outrem – a troca revela o valor e objectiva, reifica diria Marx, essa relação subjectiva de sedução e de desejo. Assim sendo, os conceitos de « trabalho », de « utilidade », mesmo de « leis da oferta e da procura » são interpretações discursivas dessa busca de significados na transmissão do desejo – um processo próximo do da histeria, que consiste em querer fazer outro desejar alguma coisa (p. 122). Em particular, a moeda é apresentada como o significante universal de parcelas de prazer ou de direitos de detenção privada de benefícios sociais – é na moeda e na riqueza, ou na circulação e acumulação do valor, que se reconhece a diferença e portanto é assim que o universal garante o particular.

Dá a conclusão: a bipolaridade social entre valor e interesse, entre fé e cálculo, não se corporiza em formas de vida distintas. Pelo contrário, « Não existe portanto "sociedade mercantil" ou "sociedade de honra", mas todas as populações herdaram uma composição histórica singular dos efeitos dos dois discursos que acabamos de analisar, sendo eles mesmos a-históricos, universais e irreduzíveis » (p. 121). Assim, esses significados genéricos coexistem nas sociedades reais, e é na sua perturbante sobreposição e mistura que se baseiam as regras que nos habituamos a considerar universais ou permanentes. Só que Geffray vai mais longe, e argumenta que é no poder, como forma de exclusão, que está a potência da transformação do valor: terá sido com os gregos e com a sua cidade, no início do século VI, que se gerou e geriu o monopólio público da produção e circulação do equivalente universal do valor dos objectos, criando deste modo as premissas do mercado moderno na hierarquia do poder. Numa palavra, a moeda « foi uma invenção política que não veio servir os mercadores mas situar e restituir a posição do Estado e o privilégio exclusivo e soberano do controlo, em relação ao império acéfalo das operações mercantis » (p. 181). O labirinto fecha-se: o valor é capturado pelo próprio modo da sua produção.

Francisco LOUÇÃ

Élise GRUNSPAN-JASMIN, *Lampião, vies et morts d'un bandit brésilien*, Le Monde, PUF, 2001.

Sur les bandits ruraux du Nordeste brésilien (*cangaceiros*) et, plus particulièrement Lampião, le plus célèbre d'entre eux, des centaines de livres et des dizaines de milliers de pages avaient déjà été publiés. Pourtant, le présent ouvrage, issu d'une thèse qui a obtenu le prix *Le Monde de la recherche universitaire*, loin d'être une pièce

parmi d'autres dans l'imposant dossier, parvient à renouveler en grande partie le sujet. Ce n'est pas un mince mérite.

Élise Grunspan-Jasmin, à la différence de tant d'autres, ne s'essaye pas à élaborer un récit factuel et « véridique » de la vie mouvementée de Lampião. Tout au contraire, dans une perspective plus anthropologique qu'historique, elle travaille sur les constructions et déconstructions successives de son image et tente d'analyser l'élaboration du mythe du brigand qui entremêle inextricablement, réel, symbolique et imaginaire. Pour parvenir à ses fins, elle a dépouillé plus d'une vingtaine de journaux et revues régionaux, mobilisé les très nombreux témoignages recueillis avant elle, consulté les feuillets de la littérature de *cordel* (de colportage), utilisé l'abondante bibliographie sur le sujet mais aussi su faire parler le matériau photographique.

La première partie, consacrée à « la geste de Lampião », brosse l'existence agitée de Virgulino Ferreira da Silva, dit Lampião, durant les deux décennies au cours desquelles le terrorisa le *sertão*, défiant jusqu'à sa mort, survenue en 1938, sous les balles des forces volantes, police et gouverneurs des différents États du Nordeste.

Sans doute né en 1897, entré en 1922 dans le *cangaço* pour venger le meurtre de son père, Lampião apparaît comme « un héros profondément ancré dans les traditions du *sertão* ». Bien dans la lignée du banditisme d'honneur, il n'a cependant rien du bandit social et c'est en vain qu'on chercherait chez lui un embryon de conscience révolutionnaire.

À la différence de ses prédécesseurs, sa cruauté est extrême. Eux n'agissaient que dans des espaces restreints, lui a fait du *sertão* de l'immense Nordeste le décor de ses exploits criminels. Mais, comme le rappelle l'auteur, c'est ailleurs que se situe la grande originalité de Lampião, dans sa capacité à transformer le *cangaço* en un mode de vie singulier et ostentatoire. Soucieux de son image publique, il prend grand soin d'en contrôler la divulgation s'ingéniant à magnifier l'existence qu'il mène avec son groupe. Dès 1926, il donne sa première interview au journal *O Ceará* et, en 1936, il va même jusqu'à se prêter au tournage d'un film en noir et blanc dans la *caatinga* : « Lampião, O Rei do Cangaço » financé par deux firmes allemandes.

À partir de 1929, alors que le groupe se divise en colonnes, se semi-sédentarise et rallie des femmes, un style vestimentaire s'impose qui immortalise à tout jamais les *cangaceiros* : chapeau de cuir, foulard de soie de couleur vive, besaces, molletières, cartouchière, fourreau du poignard, le tout ornementé de broderies et de force bijoux.

La seconde partie de l'ouvrage : « La puissance et ses symboles », centrée sur une anthropologie et une métaphore des corps – celui de Lampião, ceux de ses ennemis mais aussi celui, symbolique, de la Nation – est de loin la plus neuve. De manière convaincante, elle met à nu le double regard dont la geste de Lampião fait constamment l'objet. D'un côté celui du Brésil littoral, « civilisé et moderne » qui relaie de mieux en mieux le pouvoir centralisateur de Getulio Vargas et fait du *cangaceiro* l'archétype de l'archaïsme et l'un des principaux obstacles à l'unification du Brésil ; de l'autre, l'ambivalence et les ambiguïtés de la presse et des chroniques du *sertão*, qui témoignent tout à la fois de la terreur et de l'admiration qu'inspire le criminel issu du terreau culturel régional.

Des pages subtiles sont consacrées à la scénographie organisée par Lampião, borgne et boiteux, afin de paraître à son avantage au point d'imposer à travers la photographie l'image d'un corps intact, solide et invincible.

Des développements très riches, sans doute les plus intéressants de l'ouvrage, portent sur la mise en spectacle de la défaite finale du *cangaceiro* qui passe tour à tour du statut de trophée à celui d'objet scientifique, puis muséologique. Immédiatement

après leur mort, Lampião, sa compagne Maria Bonita et neuf membres de sa bande sont décapités. Alors, dans une sorte de procession macabre orchestrée à des fins d'édification par les autorités de l'Estado Novo, les têtes sont exhibées de ville en ville dans un grand concours de population.

Ensuite, la médecine légale s'empare du chef de Lampião, comme elle l'avait fait quarante ans plus tôt de celui d'Antonio Conselheiro, le messie de Canudos. En vain, la phrénologie s'efforce d'en percer les secrets : grand et dolichocéphale, le bandit est aux antipodes du *sertanejo*, on lui prête sans grande certitude du sang noir et il ne semble en rien correspondre au type dégénéréscant du criminel-né tel que le dépeignait Lombroso !

Réclamée par maints musées brésiliens et étrangers, sa tête terminera dans une vitrine du musée d'anthropologie criminelle de l'Institut Nina Rodrigues de Bahia, aux côtés de celle de sa compagne et de Corisco, son fidèle lieutenant. C'est seulement en 1969, l'évolution des sensibilités aidant, qu'elles seront soustraites aux regards malsains des visiteurs et restituées aux familles.

Pour conclure, à peine voudrait-on manifester deux regrets. D'abord celui de n'avoir pas vu figurer en introduction un état de la question, autour de l'historiographie très éclairante de Lampião, seule à même de nous permettre de mesurer l'originalité de l'apport d'Élise Grunspan-Jasmin. Ensuite, du point de vue méthodologique, alors que la presse ou le *cordel* constituent la trame du récit, on aurait aimé trouver une critique de ces sources. Certes, l'auteur a pris le parti de s'intéresser aux représentations dont elles sont le vecteur mais il n'était pas superflu de s'interroger sur la circulation, l'aire de diffusion et la réception de la littérature de colportage comme des quotidiens.

On l'aura toutefois compris, ces quelques réserves sont peu de chose en regard de la qualité de ce travail, stimulant et passionnant à bien des égards.

Février 2002, Richard MARIN

Madeleine JULLERAT, *La Vie a toujours le dernier mot*, Yens-sur-Morges (Suisse), Éditions Cabédita (Collection « Archives vivantes »), 2000, 233 p., ISBN 2-88295-286-4, Frs. 39, Euros 21,27.

Ce livre constitue les mémoires d'une missionnaire suisse au Mozambique. Née en 1925, Madeleine Juillerat part en 1952 en Afrique. Elle y resta tout d'abord huit ans à travailler avec la désormais célèbre Mission Suisse (aujourd'hui Église presbytérienne). Elle y passa encore quatre ans entre 1965 et 1969 pour les mêmes raisons. Elle y fit finalement plusieurs séjours de quelques mois ou semaines entre 1974 et 1994. Autrement dit, ses mémoires portent sur le Mozambique colonial, post-colonial et contemporain.

Le livre de Madeleine Juillerat est organisé en vingt-trois courts chapitres écrits dans un style des plus accessibles. Le premier chapitre commence avec l'« âge tendre » de l'auteur dans le Jura helvétique. Les derniers chapitres se passent dans le Maputo des « Dumba Nengue », les marchés informels des années 1990. Le corps du livre raconte, lui, les années passées dans les provinces de Maputo et Gaza à travailler à la formation et au suivi des groupes de jeunes de la Mission suisse, les fameuses « Mintlawwa ». Un chapitre porte sur le Portugal et un autre encore sur la Suisse.

Les mémoires de M. Juillerat sont très inégaux. Les chapitres sur la Suisse et le Mozambique avant l'indépendance sont très faibles : excessivement personnels, noyés de bons sentiments et beaucoup trop centrés sur les voyages et les paysages. L'auteur parle peu des Africains et quasiment pas du tout de l'Église et de son travail de formation des groupes de jeunes, si important pour l'Église et pour la formation d'une élite africaine.

À l'opposé, les cinq derniers chapitres du livre sur le Mozambique post-colonial et contemporain sont excellents. L'œil est critique, les commentaires piquants et la description riche en information. Madeleine Juillerat nous parle amplement de l'Église et des Mintlawa ou plus exactement de leur relance à la suite de leur extinction pendant la période socialiste. La relance d'un système ancien est difficile, car les jeunes sont confrontés à des réalités complètement différentes – le Mozambique fait face à une guerre civile, la pauvreté est grande et la faim quotidienne.

Le livre est donc très intéressant dans sa dernière partie, mais extrêmement faible dans la première moitié. La partie contemporaine aura l'intérêt d'un bon roman et d'un témoignage de première main sur l'Église presbytérienne et le Mozambique d'aujourd'hui. La première partie du livre pourra avoir un certain intérêt pour l'historien ou l'analyste social afin de connaître l'univers mental et social des missionnaires suisses. Notons finalement l'excellente qualité graphique du livre et saluons l'initiative originale et importante de l'éditeur de publier des « archives vivantes ».

Éric MORIER-GENOUD

Rita OLIVIERI-GODET & MARYVONNE BOUDOY (eds), *Le modernisme brésilien*, Université Paris 8-Vincennes-Saint-Denis, collection « Travaux et Documents », 10-2000.

Présentés lors d'une journée d'études sur le mouvement moderniste au Brésil, qui s'est tenue à l'Université de Paris VIII en octobre 1999, les neuf textes rassemblés dans ce recueil prouveraient, si besoin était, que les œuvres et les courants issus de la Semaine d'Art Moderne de São Paulo sont loin d'avoir épuisé leurs richesses.

Le volume s'organise en deux grandes parties. La première, intitulée « Écriture, cosmopolitisme et avant-garde », rassemble quatre communications. Ouvrant le feu dans « Avant-garde européenne et Modernisme brésilien », Pierre Rivas met sa culture de comparatiste et sa hauteur de vues au service d'une approche synthétique des notions d'avant-garde et de modernité, et explique ce qui distingue ou rapproche ces courants à peu près contemporains ou contigus qui furent, notamment, le futurisme, le surréalisme, et le modernisme. Une manière de mieux cerner le cas brésilien.

Travaillant plus précisément sur la métaphore anthropophage, en amont et en aval de l'éphémère mouvement qui se l'appropriera expressément à la fin des années 1920, dans une large mise en perspective qui va de la rhétorique de Quintilien à la Biennale de São Paulo de 1998, Michel Riaudel se demande si elle constitue réellement une « singularité » du modernisme brésilien, ou si elle ne s'applique pas, plus largement à d'autres domaines que la littérature, à d'autres univers culturels que le Brésil (« L'Anthropophagie, une singularité du modernisme brésilien ? »).

Dans « Rythmes sémantiques/Écritures plurielles dans Memórias Sentimentais de João Miramar, d'Oswald de Andrade », Magdelaine Ribeiro analyse, à l'aide d'un outillage critique universitaire sophistiqué, une des œuvres-phares du mouvement, pour mettre en évidence quelques caractéristiques de son écriture, fragmentaire, parodique et iconoclaste, entre prose et poésie, au confluent de plusieurs genres (journal de bord, roman de formation, récit autobiographique éclaté...).

Enfin, Leonor de Abreu expose par le menu les « Gloires et déboires d'une rencontre : Benjamin Péret et le modernisme brésilien ». Une recherche d'autant plus intéressante que l'on connaît mal les liens – affectifs et intellectuels – qui unirent ce surréaliste français avec le Brésil. Et qui fait regretter que les textes « brésiliens » du poète, fasciné par la culture noire, soient si peu diffusés, lorsqu'ils ne sont pas tout simplement « portés disparus ».

La seconde partie, « Enracinement, modernité et modernisme » est consacrée aux différents espaces géographiques du mouvement. À tout seigneur tout honneur, c'est à São Paulo que revient la place inaugurale. La communication de Maryvonne Boudoy (« Cosmopolitisme, nationalisme et régionalisme à São Paulo dans les années

vingt ») aurait-elle pu figurer dans la première partie ? Sert-elle de charnière entre les deux parties ? C'est bien l'un des problèmes qu'elle pose, dans l'analyse des tensions et des contradictions qui travaillent le Modernisme à São Paulo, et, à l'intérieur de celui-ci, les différents courants qui le traversent. Est-il cosmopolite, nationaliste, « bairrista » malgré lui ?

Elvya Shirley Pereira et Rubens Alves Pereira s'intéressent, quant à eux, à un autre type de tension, celle qui met en jeu la tradition et la modernité dans le régionalisme du Nordeste, tel qu'il a été présenté et théorisé, après coup, par Gilberto Freyre, figure polémique entre toutes – et volontiers mystificatrice.

Détaché du Nordeste, l'État de Bahia est aussi représenté, grâce à Rita Olivieri-Godet, qui ramène de l'oubli le poète Eurico Alves Boaventura, originaire de Feira de Santana (et père d'une universitaire spécialiste d'Oswald de Andrade !), auteur d'une œuvre poétique où s'exprime une double fascination pour la ville « tentaculaire et hallucinée » ou sensuelle, et pour le très archaïque et tellurique sertão.

« Le Modernisme dans le Minas : le groupe de Belo Horizonte » tel est le titre qu'a donné à sa communication Maria Zilda Ferreira Cury pour évoquer les auteurs qui ont gravité autour de Carlos Drummond de Andrade et de l'éphémère publication qu'il dirigea avec Martins de Almeida, *A Revista*, l'organe mineiro du mouvement (ou plutôt celui de la capitale du Minas Gerais, puisque la ville de Cataguases connut aussi son effervescence moderniste). À noter que ce phénomène du groupe, voire de la création collective, s'étend à d'autres générations d'écrivains mineiros, et à d'autres champs culturels (la musique populaire, par exemple).

Si les modernistes de Belo Horizonte se réunissaient autour d'une revue – et d'un verre dans des bars mythiques, peut-on ajouter –, c'est dans une librairie non moins mythique, la Livraria do Globo, que se retrouvaient ceux du Rio Grande do Sul. C'est ce que nous dit Lígia Chiappini Moraes Leite, qui nous fait aussi visiter les cuisines dans lesquelles elle a confectionné ses travaux universitaires sur le modernisme et le régionalisme gaúcho (dont elle donne les ingrédients dans une recette culinaire structuraliste), avant d'évoquer, sur un ton quelque peu polémique, l'état actuel du modernisme dans la critique post-moderne.

On pourrait s'interroger sur l'absence, dans cette riche cartographie, du modernisme carioca dont la configuration reste assez floue, et dont la situation par rapport à celui de São Paulo pose des problèmes. La lecture d'articles publiés ces dernières années par des historiens ou des critiques de Rio (A. de Castro Gomes ou Silvano Santiago) permettra de combler cette lacune, qui n'en est pas vraiment une : le recueil n'avait nullement l'intention d'être exhaustif. Divers par leur dimension, leur style – plus ou moins écrit –, leur ton – plus ou moins personnel – et leur manière – synthétique ou analytique – d'appréhender la matière très multiforme dont ils traitent, les neuf textes ici rassemblés n'en constituent pas moins un ensemble très cohérent, riche et fort utile pour le chercheur.

Ariane WITKOWSKI

Heloisa PAULO, *Aqui também é Portugal. A colonia portuguesa do Brasil e o salazarismo*, Coimbra, Quarteto, 2000, 624 pages.

Tiré d'une thèse de doctorat en Histoire soutenue à l'université de Coimbra (Portugal), cet ouvrage d'Heloisa Paulo, historienne brésilienne fille d'émigrants portugais, se propose d'analyser l'adhésion des émigrants portugais vivant au Brésil, entre 1930 et 1960, au salazarisme. L'étude se focalise plus particulièrement sur les émigrants résidant à Rio de Janeiro qui forment alors le noyau d'immigration portugais le plus important.

Outre une bibliographie sur le Brésil, le Portugal, les migrations et les relations entre le fascisme italien et ses émigrants, Heloisa Paulo s'appuie sur tous les supports de la propagande salazariste auprès des émigrants portugais. Elle offre donc un excellent panorama des journaux, revues, livres, films, documentaires, pièces de théâtre, émissions de radio et autres manifestations révélant la volonté du régime de s'assurer le soutien (ou du moins l'acceptation) des Portugais au Brésil.

La conclusion que tire très rapidement Heloisa Paulo est celle d'une adhésion quasi unanime de la colonie portugaise au régime salazariste. Selon elle, *l'Estado Novo* portugais a réussi à aller à la rencontre des désirs des émigrants. Ceux-ci gardaient un souvenir idéalisé d'un Portugal agraire représenté par leur village natal : *a aldeia*. Le salazarisme, en exaltant les campagnes portugaises, les cultures populaires (le concours du village le plus portugais du Portugal lancé en 1938 en est un des meilleurs exemples), alimente les souvenirs idéalisés des migrants. De plus, cette idéalisation du Portugal rural est conciliée avec la modernisation qu'opère, selon la propagande, le régime. Les émigrants souscrivent à la politique de grands travaux et de progrès (du moins, ils sont présentés ainsi) que le régime entreprend car, n'étant pas opposée à l'idéal agraire, elle renforce leur patriotisme et laisse imaginer leur éventuel retour ou celui de leur fils.

Heloisa Paulo démontre donc que l'offre de la propagande du régime - qui récupère la dite culture populaire, le patriotisme - est en adéquation avec la demande des migrants, désireux de maintenir leurs liens avec leur terre natale. D'où sa conclusion : les émigrants portugais au Brésil ont massivement adhéré au régime salazariste. Cette propagande est d'autant plus efficace que le discours salazariste attribue un rôle valorisant aux émigrants. Ils sont les représentants de la Patrie à l'étranger et perpétuent la geste des Grandes Découvertes d'antan. Ces migrants sont de nouveaux colons, partis pour la grandeur de la Patrie portugaise. Les valeurs magnifiées par le régime sont transposées sur ces émigrés. Ainsi, Heloisa Paulo décrit comment l'image de Salazar est façonnée de sorte à être identifiée par la colonie portugaise au Brésil. Le dictateur est dépeint comme un dirigeant humain et ayant, comme les migrants, connu une ascension sociale. Cette image, différente de celle divulguée à l'intérieur du Portugal, indique les efforts fournis par le régime afin d'obtenir l'adhésion de la colonie.

Cependant, ces démonstrations et ces conclusions, sans être inexactes, souffrent de diverses lacunes méthodologiques. En effet, pour étayer ses propos, assez peu nuancés, Heloisa Paulo n'utilise que le discours offert par la propagande aux migrants qui forment cette colonie mais ne s'intéresse pas à sa réception. Elle ne s'interroge jamais sur les limites de cette adhésion, sur l'hétérogénéité des Portugais au Brésil. L'image que donne Heloisa Paulo de cette colonie portugaise au Brésil est extrêmement simpliste. On ne trouve quasiment aucune description : combien sont-ils ? Quand sont-ils venus ? De quelles régions portugaises viennent-ils ? Quelles professions exercent-ils ? Ces questions éludées par Heloisa Paulo ne sont pas anodines. Elles auraient permis de ne pas considérer la colonie portugaise au Brésil comme un tout. Car, outre la nationalité, quels sont les points communs entre un ouvrier d'Almada et un paysan de Guarda ayant tous deux émigrés dans les années 1930 ? Reçoivent-ils de la même manière la propagande du régime ? Heloisa Paulo tend à confondre les discours d'une élite pro-salazariste s'exprimant *via* la presse et prétendant représenter la colonie avec tous les Portugais au Brésil, au-delà des différences sociales, culturelles et autres. Or, quelle est, si ce n'est la réception difficile à évaluer, l'impact de cette propagande ? Très rarement, l'auteur, décrivant surtout longuement le message délivré dans la propagande, ne tente de quantifier la diffusion des publications, des livres, etc. D'ailleurs, jamais Heloisa Paulo n'énonce le taux d'analphabétisme de cette population, taux pourtant considérable. En 1930, 60,4 % de la population portugaise est analphabète. En 1960, ce chiffre s'élève encore à 33,1 %. De surcroît, les migrants sont issus des couches sociales les moins alphabétisées : ces taux sont donc supérieurs parmi ces Portugais qui sont censés lire, comprendre et assimiler la propagande salazariste. Indéniablement, ces données tendent à limiter radicalement la portée des diverses formes de propagande écrite sur les émigrés portugais au Brésil.

Pour les autres supports de la propagande du régime, comme le cinéma par exemple, où il est possible de percevoir les audiences, les conclusions que tire Heloisa Paulo sont réservées et ne nuancent pas son propos général. Par exemple, selon elle, le film le plus apprécié par la colonie portugaise au Brésil est *A Severa*. Ce

film met en scène une chanteuse de fado gitane, indépendante, fumant, parlant grossièrement. Elle représente l'opposé de la femme idéalisée par le salazarisme. Or ne peut-on pas déduire par ce succès – au détriment de films plus « politiquement corrects » comme *A aldeia da roupa branca* – une éventuelle démonstration de la limite de la propagande salazariste auprès des migrants ? Rien de tel est énoncé.

D'autres limitations méthodologiques fragilisent la démonstration du livre. Un certain manque de rigueur dans la critique des sources se fait sentir. Par exemple, pour avancer l'idée d'un consensus autour de Salazar dans la colonie portugaise au Brésil, Heloisa Paulo utilise trois lettres publiées dans le journal *Diário português* (p. 341-342). Un monarchiste, un républicain et un socialiste révèlent, malgré quelques divergences idéologiques, leur admiration pour Salazar et son œuvre. Le tour est ainsi joué : le consensus autour de Salazar est prouvé. Heloisa Paulo ne nuance pas cette démonstration en prévenant que la publication en question a filtré et choisit ces messages ou, même, qu'elle a pu les « inventer ». Ce manque de rigueur face à ces sources, même s'il ne met pas toujours en péril la démonstration, traduit la difficulté pour l'auteur de distinguer l'offre du régime et sa véritable réception. Il est aussi regrettable que l'auteur se soit limité, en grande partie, à la consultation des diverses publications et n'ait pas jeté un coup d'œil sur les archives de la Pide. En effet, la présence d'exilés (relégués en fin d'ouvrage) a sans doute provoqué une surveillance plus serrée que celle effectuée par les diplomates portugais au Brésil. Il aurait été intéressant d'essayer de percevoir, voire simplement émettre l'hypothèse, d'une présence policière au Brésil. Comment le régime salazariste a-t-il réagi face à la venue au Brésil du Général Humberto Delgado en 1959 ?

En somme, ce livre décrit parfaitement les différents supports – et leurs contenus – de la propagande du régime salazariste. Il pêche néanmoins dans l'un des buts qu'il s'est fixé : apprécier l'adhésion à cette propagande parmi les milliers de Portugais qui, entre 1930 et 1960, cherchèrent, dans leur majorité, un meilleur sort ailleurs.

Victor PEREIRA

Ouvrages reçus

- Jacques D'ADESKY, *Racismes et antiracismes au Brésil*, Paris, L'Harmattan, 2001, 222 p.
- Michel BEN ARROUS, ed., *Médias et conflits en Afrique*, Paris, Institut Panos Afrique de l'Ouest-Karthala, 2001, 223 p.
- Paola BERENSTEIN-JACQUES, *Les favelas de Rio. Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001, 176 p.
- Correspondance d'un ambassadeur castillan au Portugal dans les années 1530. Lope Hurtado de Mendoza*, commentée et présentée par Aude Viaud, Paris, Centre Culturel Calouste Gulbenkian, 2001, 653 p.
- Leila Christina DIAS & Cécile RAUD, eds, *Villes et régions au Brésil*, Paris, L'Harmattan, 2000, 218 p.
- Françoise MASSA, *Les îles atlantiques : réalités et imaginaire*, Actes de colloque, Université Rennes 2, 21-23 octobre 1999.

- Jacques PARSI, *Manoel de Oliveira, cinéaste portugais*, Paris, Centre Culturel Calouste Gulbenkian, « Présences portugaises en France », 2001, 213 p.
- António COSTA PINTO, ed., *Os presidentes da República portuguesa*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 2001, 280 p.
- Argemiro PROCÓPIO, *L'Amazonie et la mondialisation. Essai d'écologie politique*, Paris, L'Harmattan, 2000, 272 p.
- Laurent Vidal, *De Nova Lisboa à Brasília. L'invention d'une capitale, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, IHEAL éditions, 2002, 344 p.
-